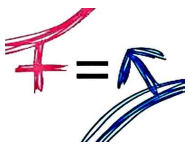


8 mars 2013

# Toujours dans la rue pour exiger l'ÉGALITÉ !



L'ÉGALITÉ, inscrite dans la Constitution de 1946, tarde à se concrétiser. L'égalité salariale, l'égalité professionnelle et l'égalité politique ont donné lieu à plusieurs *lois qui ne sont toujours pas appliquées*.



Partout en Europe, les femmes sont les premières victimes des mesures d'austérité.

Elles sont très majoritairement concernées par le temps partiel subi et les bas salaires, elles ont toujours un taux de chômage supérieur à celui des hommes. L'austérité dans les budgets publics (éducation, santé,...), les baisses de prestations sociales et le manque de crèches et de maisons de retraite les pénalisent en priorité. Résultat : cela oblige les femmes à consacrer plus de temps à la prise en charge des enfants et de leurs proches dépendants, au détriment de leur vie professionnelle et personnelle.

Nous exigeons l'égalité salariale maintenant et un véritable service public de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes.

De nombreuses femmes, souvent sans papiers, sont cantonnées dans des services à la personne, sous payées, et contribuent à pallier l'absence de service public. Nous demandons leur régularisation.

Par ailleurs, nous demandons aussi la revalorisation des salaires des métiers

féminisés.

Nous refusons l'Accord National Interprofessionnel (ANI) qui aggrave la précarité du travail et dont les prétendues avancées en matière de temps partiel sont assorties de multiples dérogations et contournements possibles.

Le droit à l'avortement, obtenu de haute lutte en 1975, est entravé par la fermeture de près de 200 CIVG (Centre Interruption Volontaire de Grossesse) consécutive à la loi Bachelot (Hôpital Patients Santé et Territoires) qui a pour objectif le démantèlement de l'hôpital public. Nous demandons l'abrogation de cette loi, la suppression de la tarification à l'activité et une réelle revalorisation tarifaire de l'IVG.

Pour la pilule, nous demandons une information réelle et exhaustive sur l'ensemble des moyens de contraception qui permette un vrai choix.

Face au grave problème du logement, nous exigeons l'application de la loi Dalo (Droit au logement opposable) et l'hébergement inconditionnel de toutes les femmes, avec ou sans papiers.

**Vendredi**  
**8 mars**



**Rendez-vous 18h30**  
**Place Masséna**  
**Nice**

**Mur de revendications,**  
**chants égalitaires, collation**  
**équitable...**

**Venez nombreuses et nombreux !**

8 mars 2013

## Toujours dans la rue pour exiger l'ÉGALITÉ !

La législation sur les violences faites aux femmes a évolué ces dernières années. C'est le résultat du rapport de forces imposé par les féministes. Mais cette législation est toujours incomplète. **Nous demandons une loi cadre contre les violences faites aux femmes et l'application de toutes les lois existantes.** Cette loi cadre implique, entre autres, une véritable **éducation non sexiste et non lesbophobe** et le **droit d'asile** pour les femmes persécutées pour fait de sexisme et de lesbophobie.

De la prostitution à la gestation pour autrui (GPA) nous sommes résolument contre la marchandisation du corps des femmes.

La prostitution est une violence. Nous demandons l'abolition des systèmes prostitueurs.

**Nous refusons toute reconnaissance de la GPA (Gestation Pour Autrui)** concrétisation de l'exploitation des femmes les plus pauvres par les classes les plus favorisées.

Nous revendiquons la **Procréation Médicalement Assistée (PMA)** pour toutes les femmes.

Nous demandons que le mouvement féministe soit représenté dans sa diversité au sein du "**Haut conseil à l'égalité des droits entre femmes et hommes**".



Partout dans le monde, les femmes luttent pour la paix, la liberté, l'égalité et la fin des violences sexuelles. Elles s'organisent, résistent, revendiquent, créent des liens et des structures de solidarité.

En ce 8 mars, nous pensons particulièrement à **Nirbhaya**, violée et assassinée en Inde ; à **Pinar Selek** injustement condamnée à la prison à perpétuité après avoir été acquittée par 3 fois. Nous demandons que soient identifiés au plus vite et jugés les assassins de **Sakine, Leyla et Fidan**, militantes de la reconnaissance du peuple kurde, assassinées à Paris.

Nous soutenons la lutte des femmes tunisiennes pour conserver leurs droits, celle des femmes rwandaises, indiennes, égyptiennes et africaines du sud... contre les viols et agressions sexuelles subis au quotidien ; des femmes maliennes, congolaises, syriennes,... maltraitées et violées dans les zones de conflits.

Nous exigeons que soit mis fin à l'impunité de tous les criminels de guerre, de tous les auteurs de crimes de génocide ou de crimes contre l'humanité et que tous les auteurs de viols soient punis.

## Solidarité avec les femmes du monde entier !



**Premiers signataires :** Association des Amis de la Démocratie, A.C.R. (Agir Contre le Racisme), ADN (Association pour la Démocratie à Nice), Artisans du Monde, ATTAC, CGT 06, Europe Ecologie Les Verts, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, JC 06, Les Alternatifs, Les Mariannes Mouans-Sartoux, MRC (Mouvement républicain et citoyen), NICEA (Nice Citoyenne Et Altermondialiste), Osez le Féminisme, Parti Communiste, Parti de Gauche 06, Planning Familial, SNUipp-FSU, SUD Solidaires 06